

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

AT/vh

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 19 septembre 2011

ORDRE DU JOUR :

1. A PARTIR DE 16.00 HEURES

Pétition n° 307 pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat
- Echange des vues avec des représentants des pétitionnaires
2. A PARTIR DE 17.00 HEURES

Pétition n° 309 contre la fermeture de la maternité de l'hôpital de Wiltz
- Echange de vues avec des représentants des pétitionnaires
3. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 juillet 2011

*

Présents : M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, M. Félix Eischen, M. Ben Fayot remplaçant M. Marc Angel, M. Camille Gira, M. Ali Kaes, Mme Tessy Scholtes

M. Laurent Schley (AHA), M. Jean-Paul Risch (Liberté de conscience), MM. Patrick Brucher, Manuel Huss (sokrates.lu)

M. Stefan von Arx, Mmes Claudia Frondizi, Danielle Glod, M. Tom Glod, Mme Joyce Serres (Initiativ "Nee zur Fermeture vun der Maternité Wolz")

Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, M. André Bauler, Mme Christine Doerner, Mme Marie-Josée Frank, M. André Hoffmann

*

Présidence : M. Camille Gira, Président de la Commission

*

1. Pétition n° 307 pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat **- Echange des vues avec des représentants des pétitionnaires**

○ Présentation des pétitionnaires

La pétition pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat a été initiée par sokrates.lu et Liberté de Conscience. Sokrates.lu, un portail politique en ligne, a été créé en 2007, Liberté de Conscience existe depuis 1989, alors que l'association AHA (Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker) fut créée en 2010 dans le cadre de l'élaboration de la présente pétition. Liberté de Conscience a comme seule revendication la séparation de l'Eglise et de l'Etat tandis que le champ d'action de AHA est plus global. Outre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, AHA se prononce également pour une éthique humaniste hors des religions et contre l'influence des religions dans le domaine scientifique et souhaite promouvoir les cérémonies et rites en dehors du cadre religieux (cf. dépliant de présentation de AHA en annexe 1).

Les pétitionnaires soulignent qu'outre ces trois associations, de nombreuses organisations ont soutenu la pétition, à savoir la Jeunesse socialiste luxembourgeoise, déi jonk gréng, déi jonk lénk, la Jeunesse démocrate et libérale du Luxembourg ainsi que l'association estudiantine UNEL.

○ L'objet de la pétition

Les pétitionnaires plaident pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat pour les raisons suivantes :

1. Liberté religieuse – la religion est une affaire privée

La liberté religieuse ne signifie pas seulement que chacun est libre d'exercer la croyance de son choix, mais attribue également le droit de n'avoir aucune croyance.

Nul citoyen ne devrait être contraint à participer au financement d'un culte. En vertu de l'interprétation de l'article 20 de la Constitution par les pétitionnaires, lequel dispose que « Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos », le financement des cultes par le budget public serait anticonstitutionnel.

2. Des positions contestables de l'Eglise catholique

Les pétitionnaires critiquent en premier lieu l'Eglise catholique puisque c'est ce culte qui exerce son influence de manière prépondérante au Luxembourg. L'Eglise catholique n'est pas une institution démocratique et ne respecte par ailleurs pas le principe de l'égalité entre hommes et femmes. Dans le contexte des discussions sur les quotas, l'Etat continue à soutenir une institution qui exclut les femmes de certaines carrières. De plus, l'Etat ne devrait pas financer une institution qui discrimine ouvertement les personnes homosexuelles. Les pétitionnaires renvoient à cet égard à la position du pape relative à la « Ökologie des Menschen », qu'il a énoncée lors d'un discours en décembre 2008 et selon laquelle l'homosexualité représente un danger pour l'humanité.

3. Absence de mesures d'austérité au niveau du financement des cultes

Les mesures d'austérité de l'Etat qui ont été instaurées dans le cadre de la crise économique et financière n'ont pas affecté le financement des cultes. A titre d'information, l'Etat dépense annuellement 55 millions d'euros pour l'Eglise catholique. Or, l'attaché de presse de l'Eglise catholique a exprimé publiquement à plusieurs reprises que l'institution serait parfaitement en mesure de s'autofinancer.

*

L'objectif des pétitionnaires n'est pas de lutter contre toute croyance religieuse. Cependant, ils s'opposent au financement public des cultes, et donc de toute communauté religieuse.

Les pétitionnaires renvoient encore à un sondage de TNS-Ilres et de RTL réalisé avant les élections de juin 2009. Selon ce dernier, 61% de la population étudiée sont en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, 24 % se prononcent contre cette séparation et 15% s'abstiennent. Ce sondage montre que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est une revendication qui trouve majoritairement l'accord de la population. Par ailleurs, selon une étude publiée par CEPS/INSTEAD en février 2011, seulement 28% de la population étudiée croient en un dieu personnel tel que défini par les religions monothéistes. L'étude montre que le rôle de l'Eglise est en déclin et que la société luxembourgeoise est train de se séculariser.

Répondant à l'argument que l'Etat finance également des associations à vocation culturelle et sportive, les pétitionnaires invoquent que ces associations ne présentent aucun comportement discriminatoire et, ce qui semble essentiel, ne propagent pas de messages politiques ou idéologiques. La différence fondamentale entre l'Eglise et les associations sportives et culturelles réside principalement dans le fait que l'Eglise exerce une prise d'influence sur la vie privée de tous les citoyens, même les non-croyants, tandis que les organisations culturelles et sportives ne s'intéressent qu'à leur domaine respectif.

Interrogés sur leur position par rapport aux associations humanitaires subventionnées par l'Etat, mais proches de différents courants religieux, les pétitionnaires estiment qu'une aide humanitaire ne devrait pas être conditionnée par des exigences religieuses. Le service social devrait jouer un rôle primordial alors que toute intention de missionner devrait être abandonnée. Les pétitionnaires sont d'avis que l'examen du financement de telles associations pourrait se faire dans une seconde étape, après la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

- Maisons de la laïcité

Les pétitionnaires se prononcent contre le projet gouvernemental des Maisons de la laïcité. Soulignons que ce projet n'émane aucunement d'une demande du milieu laïque. Il n'y a tout simplement aucun besoin de créer un tel lieu de rencontre laïque. Ainsi, l'Etat peut éviter des dépenses supplémentaires destinées au milieu laïque.

Par ailleurs, l'argument principal contre les Maisons de la laïcité est qu'en acceptant ce projet, la revendication d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat devient sans objet. Or, c'est précisément cette séparation qui est l'objectif essentiel du mouvement laïque et non pas une sorte de compensation par l'offre de Maisons de la laïcité.

Notons qu'il n'existe pas de communauté laïque consolidée. Les pétitionnaires soulignent que la laïcité, l'athéisme ou encore l'agnosticisme ne peuvent être appréhendés à l'instar d'une religion. La seule caractéristique commune de ces personnes est leur absence de croyance. Or, il est difficile de s'imaginer une communauté dont le seul point commun est le refus de toute croyance.

- Education

En matière d'éducation, les pétitionnaires plaident pour la suppression des cours de religion. Il s'agit d'éduquer les enfants ensemble en matière d'éthique au lieu de les diviser selon différents groupes idéologiques.

Les pétitionnaires ne revendiquent aucunement le licenciement des enseignants de religion. En effet, à l'instar des privatisations réalisées dans différents secteurs économiques, ces enseignants seraient maintenus en cours d'emploi tout au long d'une phase transitoire alors qu'aucun nouveau recrutement ne devrait avoir lieu.

Les pétitionnaires réfutent l'argument que la délocalisation de l'enseignement religieux dans la sphère privée héberge le risque d'une certaine radicalisation des positions et des thèses enseignées. Par ailleurs, à l'heure actuelle, le programme de l'éducation religieuse n'est soumis à aucun contrôle de l'Etat et relève de la seule compétence de l'archevêché.

- Conclusion de la Commission des Pétitions

M. le Président renvoie à la motion adoptée dans le cadre du débat d'orientation du 7 juin 2011 sur les relations entre l'Etat et les communes, d'une part, et les cultes religieux, d'autre part. Cette motion invite le Gouvernement « à instituer un groupe de réflexion chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ». Vu que les pétitionnaires ont marqué leur intérêt à participer à ce groupe de réflexion, la Commission décide d'envoyer un courrier au Gouvernement afin de se renseigner au sujet de la mise en place de ce groupe de réflexion, notamment si ce dernier a déjà été instauré, et, le cas échéant, si ses membres ont été désignés. La Commission des Pétitions propose que les pétitionnaires soient également représentés au sein du groupe de réflexion, en particulier des membres des associations initiatrices de la pétition, à savoir Liberté de conscience, AHA et sokrates.lu (cf. courrier en annexe 2).

A noter que l'association AHA avait déjà présenté son intérêt à participer à ce groupe de réflexion par le biais d'un communiqué de presse dans le contexte du débat d'orientation.

2. Pétition n° 309 contre la fermeture de la maternité de l'hôpital de Wiltz

- Echange de vues avec des représentants des pétitionnaires

Les critiques et revendications des pétitionnaires peuvent être résumées comme ci-dessous. Pour de plus amples détails, il est renvoyé au papier de discussion remis par les pétitionnaires et repris en annexe 3 du présent procès-verbal.

- Avec la fermeture de la maternité à Wiltz, il n'y a plus de maternité au Luxembourg qui mette l'accent sur les accouchements naturels. En 2010, 45% des naissances étaient des accouchements dans l'eau. Lors de la sortie de la maternité, 99% des femmes ont allaité.

- Le taux des césariennes s'élève à 30% au Luxembourg. Or selon l'OMS, seulement 15% des césariennes sont médicalement justifiées. A noter que la maternité de Wiltz avait le taux de césariennes le plus bas au Luxembourg, à savoir 17%. Un taux réduit de césariennes devrait représenter une perspective de réduction des frais incombant au système de sécurité sociale (moins de frais médicaux, moins d'anesthésies, hospitalisation plus courte).

- Les pétitionnaires soulignent que des femmes de toutes les régions du pays se sont rendues à la maternité à Wiltz en raison de la qualité de la prise en charge lors des accouchements.

- Répondant à l'argument que les urgences n'étaient plus garanties 24h/24h, les pétitionnaires invoquent que ceci ne valait que pour l'hôpital et non pas pour la maternité. En outre, les pétitionnaires confirment que deux anesthésistes se partageaient la garde à la maternité. Cependant, ces anesthésistes se voyaient uniquement rémunérer des actes médicaux et non pas les heures de permanences, ce qui semble contradictoire puisqu'il s'agit d'éviter au maximum des interventions médicales.

- Les pétitionnaires ne s'opposent pas à de grandes maternités modernes. Ils se voient néanmoins comme porte-parole des citoyens qui souhaitent un accouchement naturel et qui sont désormais privés d'un tel lieu suite à la fermeture de la maternité de Wiltz.

- Les sages-femmes de la maternité de Wiltz étaient hautement qualifiées et suivaient régulièrement des formations. Or, il semble que la maternité d'Ettelbruck ne soit pas intéressée à offrir des accouchements naturels. Selon les pétitionnaires, les sages-femmes reprises de Wiltz travailleraient en tant qu'infirmières au Centre Hospitalier du Nord. Par ailleurs, la maternité de Wiltz portait le label de l'OMS « Mother and baby friendly hospital », que la maternité d'Ettelbruck ne porte pas et auquel elle n'aspire pas. A noter que ce label a également été attribué à la maternité Grande-Duchesse Charlotte ainsi qu'à la maternité du Centre Hospitalier Emile Mayrisch à Esch/Alzette. Les pétitionnaires critiquent en outre qu'à Ettelbruck, une femme n'a pas le droit de faire surveiller l'accouchement par son gynécologue. C'est le gynécologue de garde qui s'occupe de l'accouchement. Ainsi, si l'on tombe sur un gynécologue qui ne pratique pas des accouchements dans l'eau, une femme est privée d'office de cette option. Selon les pétitionnaires, la majorité des gynécologues d'Ettelbruck ne pratiqueraient pas ce type d'accouchement. Ettelbruck est la seule maternité qui pratique encore ce système de garde. Dans toutes les autres maternités du pays, une femme accouche auprès du gynécologue de son choix.

- Les pétitionnaires informent qu'outre un entretien téléphonique, ils n'ont jamais eu d'entrevue avec la direction du Centre Hospitalier du Nord.

- Les pétitionnaires souhaitent lancer un débat plus général sur la philosophie des accouchements au Luxembourg. Ils demandent à ce que des accouchements naturels soient offerts au Luxembourg, soit dans les maternités, soit par la mise en place d'une maison spécialisée (« Geburtshaus »).

Les membres de la Commission des Pétitions soulignent qu'une réouverture de la maternité de Wiltz semble illusoire. Ils partagent cependant la position des pétitionnaires qu'il faudrait discuter au sujet de la médicalisation des accouchements au Luxembourg.

La Commission est d'avis que la maternité d'Ettelbruck devrait continuer à offrir des accouchements naturels à l'instar de la maternité de Wiltz, d'autant plus que Ettelbruck dispose des infrastructures adéquates, en particulier des baignoires d'accouchement, et a repris les sages-femmes expérimentées de Wiltz.

La Commission des Pétitions propose un échange de vues au sujet de la philosophie des accouchements en général, et sur le papier de discussion soumis par les pétitionnaires en particulier, avec M. le Ministre de la Santé dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission de la Santé et de la Sécurité Sociale.

M. le Président propose que dans une deuxième étape, la Commission pourrait soit visiter la maternité du CHN, soit inviter la direction du CHN en Commission.

Un dossier comprenant le papier de discussion des pétitionnaires ainsi que des informations et statistiques au sujet des accouchements sera préparé par le secrétariat de la Commission et envoyé aux membres des deux commissions parlementaires ainsi qu'à Monsieur le Ministre avant la réunion jointe.

3. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 juillet 2011

Le projet de procès-verbal sous rubrique est adopté.

Luxembourg, le 26 septembre 2011

La secrétaire,
Anne Tescher

Le Président,
Camille Gira

Annexes :

1. Dépliant de présentation de AHA
2. Courrier du Président de la Chambre des Députés adressé au Gouvernement
3. Papier de discussion des pétitionnaires de la pétition n° 309

A.H.A. Lëtzebuerg a.s.b.l.: Zusammensetzung des Verwaltungsrats*

Präsident: Dr. Laurent Schley, 37, Biologe

Vizepräsidentin: Taina Bofferding, 27, Studentin (Sozialwissenschaften)

Generalsekretär: Manuel Huss, 29, Politikwissenschaftler

Schatzmeister: Jean-Paul Risch, 58, Zoologe

Mitglieder: Dr. Fiona Lorenz, 47, Diplompädagogin
Patrick Brucher, 28, Student (Philosophie und Politik)
Mateusz Buraczyk, 23, Student (Politikwissenschaften)
Jerome Faber, 33, Literaturwissenschaftler
Dr. Jean-Paul Lickes, 41, Chemiker
Pol Wirtz, 64, Betriebsberater, Verleger

*Stand: 15. August 2010

*“Dans chaque village un homme tend un flambeau,
l'instituteur, et un autre souffle dessus, le curé.”*

Victor Hugo, Schriftsteller



© Alex

**UM UNSERE GRUNDSÄTZE UMZUSETZEN,
BENÖTIGEN WIR IHRE UNTERSTÜTZUNG.**

**WIE SIE UNS UNTERSTÜTZEN KÖNNEN,
ERFAHREN SIE UNTER WWW.AHA.LU**



Allianz von Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg a.s.b.l.
Siège social: 86 Kohlenberg, L-1870 Luxembourg / R.C.S.L.: F8374

CCPLLULL: LU56 1111 3101 1809 0000

www.aha.lu / info@aha.lu



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker



© Krill Zärcen

A.H.A. Lëtzebuerg setzt sich ein:

- für die Interessen von Humanisten, Atheisten, Agnostikern und anderen nicht gläubigen Menschen im Großherzogtum Luxemburg;
- für einen humanistischen Lebensstil ohne Religion, aufbauend auf einem naturalistischen und rationalen Weltbild.

ZU UNSEREN GRUNDSÄTZEN ZÄHLEN:

- **WISSEN STATT GLAUBEN**
- **MENSCHHEITSBEZUG STATT GOTTESBEZUG**
- **SELBSTBESTIMMUNG STATT RELIGIÖSER FREMDBESTIMMUNG**
- **DIESSEITS STATT JENSEITS**
- **ETHIK STATT MORAL**
- **LEBENSFREUDE STATT GEWISSENSQUALEN**
- **FREIHEIT STATT ANGST**
- **KRITISCHES DENKEN STATT DOGMATISCHEM GLAUBEN**
- **FORTSCHRITT STATT ERSTARRUNG**
- **HUMANISMUS STATT RELIGION**

ETHIK FREI VON DOGMEN

Die Werte jeder Gesellschaft gewährleisten ihren Zusammenhalt. Um diesem Anspruch zu genügen, bedarf es eines gemeinsamen Wertefundaments. Eben daran scheitern die Weltreligionen seit jeher: Sie spalten die Gesellschaft aufgrund jahrhundertalter Dogmen und Märchen.

Was uns alle verbindet, ist das Menschsein. Ein naturwissenschaftliches Weltbild, das die menschlichen Bedürfnisse in ihrer Wirklichkeit zu erfassen vermag ist dazu in der Lage, eine universelle humanistische Ethik zu begründen, die den Ansprüchen nach Selbstbestimmung und Gerechtigkeit aller Menschen Rechnung trägt.

DIESE PHILOSOPHIE WOLLEN WIR VON A.H.A. LÉTZEBURG SCHÜTZEN UND FÖRDERN!

„Mit oder ohne Religion werden sich gute Menschen gut verhalten und schlechte Menschen werden Böses tun. Aber der Beitrag der Religion in der Geschichte war, es guten Menschen zu erlauben, Böses zu tun.“

Steven Weinberg, Physiker und Kosmologe

FEIERN - OHNE "GOTT"

Feste und Zeremonien können frei von religiösen Zwängen und trotzdem, je nach Anlass, lebensfroh, gebührend und bewegend gefeiert werden. Wichtige Ereignisse wie Geburt, Heirat oder Abschied können nach persönlichen Wünschen und Bedürfnissen gestaltet werden. Obwohl dies im starren Rahmen religiöser Rituale nicht möglich ist, entscheiden sich dennoch viele Menschen für kirchliche Zeremonien. Diese Entschlüsse werden oft nicht aus religiöser Überzeugung getroffen, sondern wegen effektivem oder empfundenem sozialen Druck (z.B. seitens der Familie) oder schlichtweg aus Angst, „anders zu sein“.

A.H.A. LÉTZEBURG WILL AUFZEIGEN, WARUM ES IM 21. JAHRHUNDERT SINNVOLL IST:

1. seine Kinder nicht kurz nach der Geburt in eine religiöse Schublade zu stecken, sondern ihnen die persönliche Entscheidung betreffend ihre Weltanschauung selber zu überlassen - als erwachsene und mündige Menschen;
2. religionsfrei und „gottlos“ zu feiern, wenn man ohnehin nicht religiös ist;
3. von der Familie und der Gesellschaft Respekt einzufordern gegenüber der eigenen Entscheidung, frei von Religion zu feiern.

WISSEN STATT GLAUBEN

Religion tut sich traditionell schwer mit wissenschaftlichen Entdeckungen, die nicht in ihr dogmatisches Weltbild passen. So brauchte beispielsweise die katholische Kirche ganze 360 (!) Jahre, um einzugestehen, dass sich die Erde um die Sonne dreht und nicht umgekehrt. Ähnliches gilt für die Evolutionslehre, die seitens der Kirche immer noch nicht vollständig anerkannt wird.

Über eine solche Ignoranz könnte man ja schmunzeln, wenn die Kirche eben nicht den Einfluss auf wissenschaftliche Forschung hätte, den sie nun mal hat. So werden z.B. hoffnungsvolle Forschungsrichtungen, wie jene der Stammzellenforschung oder der Hirnforschung systematisch von Seiten der Kirche mit politischer und gesellschaftlicher Einflussnahme bekämpft.

A.H.A. LÉTZEBURG FORDERT, DASS SICH DIE POLITIK IN BEZUG AUF WISSENSCHAFT (ERKENNTNISSE UND NEUE FORSCHUNG) NICHT VON DER KATHOLISCHEN KIRCHE BEEINFLUSSEN LÄSST.

„Ich bin ein Gegner der Religion. Sie lehrt uns, damit zufrieden zu sein, dass wir die Welt nicht verstehen“

Richard Dawkins, Evolutionsbiologe

TRENNUNG VON KIRCHE UND STAAT

Obgleich Religion in einer modernen und fortschrittlichen Gesellschaft als Leitkultur keine Zukunft haben sollte, sind wir der tiefen Überzeugung, dass gemäß des Prinzips der Geistesfreiheit jeder Mensch glauben darf, was er für richtig hält. Aus diesem Grund setzen wir uns für einen laizistischen Staat ein, der nicht nur Religionsfreiheit, sondern auch Freiheit von Religion anerkennt. Wie es Artikel 20 der luxemburgischen Verfassung vorsieht, sollte niemand gezwungen werden, eine bestimmte Religion zu unterstützen, auch nicht finanziell.

Die katholische Kirche in Luxemburg wird jedoch fast vollständig vom Steuerzahler finanziert – unabhängig davon, ob dieser gläubig ist oder nicht. Wie viel die Kirche insgesamt an Steuergeldern verschlingt, ist öffentlich nicht bekannt. Hinzu kommt, dass die Kirche eine sehr umstrittene Organisation ist; genannt seien hier

nur die systematische Vertuschung von Kindesmissbrauchsfällen in den eigenen Reihen, die Diskriminierung gegenüber Frauen und Homosexuellen, die Ablehnung der Verhütung sowie die zweifelhafte Einmischung in die Politik (z.B. beim Sterbehilfegesetz). Die Finanzierung einer solchen Organisation ist eines modernen Staates wie Luxemburg nicht würdig.

Weil in öffentlichen Schulen Wissen und nicht Glauben vermittelt werden soll, fordern wir einen einheitlichen, gemeinsamen und weltanschaulich neutralen Ethikunterricht für alle Schüler anstelle der Aufteilung in den katholischen Religionsunterricht und den Moral- und Sozialunterricht.

A.H.A. LÉTZEBURG FORDERT DAHER DIE TRENNUNG VON KIRCHE UND STAAT, SOWIE DIE TRENNUNG VON KIRCHE UND ÖFFENTLICHER SCHULE.



Luxembourg, le 22 septembre 2011

Dossier suivi par Madame Anne Tescher
Secrétaire de la Commission des Pétitions
Tél.: 466 966 264
Courriel : atescher@chd.lu

Monsieur Jean-Claude Juncker
Premier Ministre
Ministre d'Etat

Concerne : Pétition n° 307 pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat

Monsieur le Premier Ministre,

Au cours de sa réunion du 19 septembre 2011, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec les pétitionnaires de la pétition citée en référence.

Par la motion adoptée le 7 juin 2011 dans le cadre du débat d'orientation sur les relations entre l'Etat et les communes, d'une part, et les cultes religieux, d'autre part, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement "à instituer un groupe de réflexion chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses".

Dans ce contexte, la Commission des Pétitions souhaite se renseigner plus particulièrement au sujet de la mise en place de ce groupe de réflexion, notamment si ce dernier a déjà été instauré, et, le cas échéant, si ses membres ont été désignés.

En effet, la Commission des Pétitions propose que les pétitionnaires soient également représentés au sein du groupe de réflexion, en particulier des membres des associations initiatrices de la pétition, à savoir Liberté de conscience, AHA et sokrates.lu.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Laurent Mosar
Président de la Chambre des Députés

Annexes:

- Pétition
- Motion

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 22 septembre 2011

Anne Tescher
Secrétaire de la Commission des Pétitions



I-2010-011-3908-01 (2171)

Dépôt: N. Paul-Henri Meyers

Débat d'orientation Etat-cultes religieux

07.06.2011

4

Motion

La Chambre des Députés,

Considérant que la Constitution garantit tant la liberté des cultes que la liberté de conscience ;

Considérant que les communautés religieuses jouissent dans notre droit national d'un statut particulier ;

Considérant que l'Etat luxembourgeois se doit d'être neutre par rapport aux différentes religions ;

Considérant que les relations entre les communautés religieuses et l'Etat sont réglées par la Constitution dans le cadre de conventions approuvées par la Chambre des Députés ;

Considérant que l'Etat doit mener avec les communautés religieuses un dialogue ouvert, transparent et régulier ;

Considérant qu'il échet d'adapter les dispositions légales désuètes aux exigences actuelles ;

Invite le Gouvernement

à continuer sur la voie du conventionnement des communautés religieuses conformément aux dispositions de la Constitution et dans le respect des conditions fixées dans la motion unanimement votée par la Chambre des Députés en date du 18 juin 1998 ;

à parfaire et à amender les conventions conclues à la lumière des expériences acquises ;

à réformer la législation datant du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises ;

à fixer, d'un commun accord avec les communautés religieuses, des critères permettant l'organisation d'activités non-religieuses dans les lieux de culte tout en respectant l'histoire, la destination primaire et la dignité de ces lieux ;

à présenter à la Chambre des Députés les conclusions à tirer du projet de l'éducation aux valeurs qui a été initié et développé dans le cadre du « Neie Lycée » ;

à instituer un groupe de réflexion chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ;

à réfléchir sur une réorganisation des manifestations pour la célébration de la fête nationale ;

à promouvoir la création d'un réseau de maisons de la laïcité en étroite collaboration avec le secteur communal.

(P.H. Meyers)

A. Bodry

H. Meyer

(L. Thiel)

(D. Spautz)

(L. Lued)

Petition

3 gute Gründe für eine Trennung von Kirche und Staat

1. Religion ist Privatsache!

Aus diesem Grund sollte niemand dazu gezwungen werden, eine bestimmte Religion finanziell zu unterstützen. Vielmehr sollte jeder Bürger gemäß Artikel 20 der luxemburgischen Verfassung selber entscheiden können, ob er eine Religion unterstützen möchte oder nicht.

2. Die Kirche ist eine umstrittene Organisation!

Die katholische Kirche hat systematisch Kindesmissbrauch in den eigenen Reihen vertuscht. Außerdem stellt sie das Recht auf Selbstbestimmung in Frage, sie verstößt kirchenintern gegen das Prinzip der Gleichstellung von Mann und Frau und diskriminiert öffentlich homosexuelle Menschen. Eine solche Organisation sollte nicht vom Staat finanziell subventioniert und privilegiert werden.

3. Bei der Kirche sparen!

Allein die katholische Kirche erhält über eine Konvention mit dem Staat jährlich mehr als 20 Millionen Euro an Steuergeldern. Dazu kommen etliche Millionen für den Unterhalt der Kirchengebäude. Wie viel die Kirche insgesamt verschlingt, ist öffentlich nicht bekannt. Wenn nun in Krisenzeiten an allen Enden gespart werden soll, dann stellt sich die Frage, wieso nicht auch bei der Kirche. Schließlich ist sie reich genug, um sich selber finanzieren zu können.

Aus diesen Gründen fordern die Unterzeichneten die sofortige Trennung von Kirche und Staat!

Name & Vorname	Adresse	Unterschrift
Delahaye Jean	49, av. de la Paix L-9233 Diekirch	[Signature]
Mousel Jeanp	24 rue de la montagne, L-7420 GRUCHTEN	[Signature]
Muller Cécile	DUERFSTROOS 6 L-5853 DORSCHEN	[Signature]
Brust Patrick	79, Duerfstrooss L-9649 Rabl	[Signature]
Bertemes Gerst.	6, rue de l'église L-8726 Veldange	[Signature]
Bruno Marine	8, Cité Bei der Kapell L-1115 PINTSCH	[Signature]
Kramer Bernadette	Fuer den Vergers L-3086 Ettelbruck	[Signature]

Ausgefüllte Petitionsliste bitte an folgende Adresse schicken: Liberté de Conscience, BP 5028, L-1050
Luxembourg oder per FAX: 26 20 28 66

Diese Petition kann auch online unterschrieben werden auf: www.trennung.lu

Dossier für die
Anhörung der
Petitionskommission
der „Chambre des
Députés“ Luxemburgs

NEE zur Fermeture vun der Maternité Wolz



Initianten:
Tom Glod,
Joyce Serres,
Claudia & Stefan
von Arx-Frondizi
19.09.2011

I. Commission des Finances et du Budget

- a) Die CNS hat laut dem CHdN die Erhaltung der Wiltzer Klinik und der diesbezüglich notwendigen Investition von 25 Mio. EUR von der Schließung der Wiltzer Maternité abhängig gemacht. Entspricht dies der Wahrheit? Wie ist die darin enthaltende erpresserische Komponente zu bewerten?
- b) Die CNS rechnet ab 2012 mit dem Schlüssel von 103 Geburten je Hebamme und Mehrkosten von zusätzlichen Hebammen müssen künftig von den Kliniken übernommen werden. Da mit diesem Schlüssel zumindest beim CHdN de facto zu viele Hebammen angestellt sind, muss man davon ausgehen, dass die Hebammen künftig weniger Zeit für die Geburtsbegleitung aufwenden können. Wir gehen davon aus, dass dadurch mehr Interventionen durch Fachärzte gemacht werden, was zwar von der CNS bezahlt werden wird (durch tariflich feststehende Verträge), doch unter dem Strich die CNS teurer zu stehen kommen wird. Die einzige Sparmaßnahme wurde dahingehend getroffen, dass eine Mutter mit einem Kaiserschnitt eine reduzierte Hebammenbetreuung zugute hat. Wie ist die Reduktion der Hebammenkosten im Vergleich der fachärztlichen Mehrkosten in finanzieller Hinsicht zu beurteilen?
- c) Wäre mit der Annäherung der Kaiserschnittsrate an die WHO-Vorgabe von 15% ein Einsparungspotential für die CNS zu sehen? Könnte sich das Gesundheitsministerium vorstellen, Maßnahmen dahingehend zu treffen, dass medizinisch nicht begründbare Kaiserschnitte (z. B. geplante Wunschkaiserschnitte) von der CNS nicht mehr (ganz) übernommen werden?
- d) Das CHdN Ettelbruck verfügt über drei (!) teure hochmoderne, medizinisch top eingerichtete und mittels Gelder der Steuerzahler finanzierten neue Geburtsräume mit 3 Geburtswannen. Unseres Wissens finden jedoch kaum Geburten in den Wannen statt. Frau kann bestenfalls im Wasser einen Teil der Geburtswehen verarbeiten und muss dann bei Eintreffen des Arztes aus dem Wasser. Wie ist es zu erklären, dass in Infrastrukturen investiert wird, die dann nicht optimal genutzt werden und deren teure Anschaffung sich somit letztendlich nicht auszahlt, indem z. B. die Gebärwannen nicht zweckgebunden, nämlich für das Gebären genutzt wird?

II. Commission des Affaires intérieures

- a) Den Frauen im Norden wurde mit der Schließung der Maternité in Wiltz die letzte verbleibende Maternité in der Region genommen. Die Argumentation, jeder Frau müsse ein um bis zu zwei Stunden längerer Fahrtweg zugemutet werden können, ist für uns unverständlich. Das CHdN selbst empfindet die lange Anfahrt aus dem hohen Norden an der Grenze des Zumutbaren. Durch die Entscheidung der Schließung der Maternité Wiltz werden viele schwangere Frauen aus dem Norden Luxemburgs benachteiligt und deren Zugang zu einer raschen medizinischen Grundversorgung ist u. E. nicht mehr gewährleistet. Geografisch gesehen liegt der Standort Wiltz zentraler für den Norden als der Standort Ettelbrück, der sich am südlichen Zipfel des Öslings befindet. Müssten nicht alle Bewohner Luxemburgs innerhalb eines möglichst geringen Umkreises die Infrastrukturen vorfinden, die eine optimale gesundheitliche Versorgung gewährleisten? Gehört zu einer optimalen Grundversorgung nicht eine Geburtsstation dazu? Besonders im Falle von Komplikationen ist fraglich, ob medizinische Hilfe in diesem Fall schnell genug gegeben sein kann.

III. Commission de l'Enseignement supérieur

- a. *Die CNS rechnet ab 2012 mit dem Schlüssel von 103 Geburten je Hebamme und Mehrkosten von zusätzlichen Hebammen müssen künftig von den Kliniken übernommen werden. Da mit diesem Schlüssel zumindest beim CHdN de facto zu viele Hebammen angestellt sind, muss man davon ausgehen, dass die Hebammen künftig weniger Zeit für die Geburtsbeileitung werden aufwenden können. Des Weiteren wurde eine Sparmaßnahme dahingehend getroffen, dass eine Mutter mit einem Kaiserschnitt eine reduzierte Hebammenbetreuung zugute hat. Wird die Abwertung der Wichtigkeit der Berufsgruppe der Hebammen bewusst in Kauf genommen und wird künftig weniger Wert auf natürliche geburtsbegleitende Unterstützung gelegt?*
- b. Laut einer EU-Empfehlung muss in einer Maternité rund um die Uhr eine Versorgung auf Facharztniveau verfügbar sein. In Luxemburg sind die Fachärzte in der Regel (Ausnahme bei CHL) mittels einem Akkreditierungs-Vertrag einer Klinik angeschlossen, was bedeutet, dass sie für den erforderlichen Bereitschaftsdienst keine Pauschale erhalten, sondern nur bezahlt werden, wenn sie zum Einsatz kommen, sprich wenn Komplikationen auftreten oder medizinische Begleitung gefordert ist. So müssen die Fachärzte auf Einsätze während ihrer Bereitschaft hoffen. Diese u. E. unmoralische Komponente muss unterbunden werden, indem die Fachärzte eine Pauschale erhalten.
- c. Anfänglichen Berichten des CHdN nach Bekanntwerden der Schließung der Wiltzer Maternité zufolge, wollte das CHdN von dem langjährig aufgebauten Erfahrungsschatz der Wiltzer Hebammen profitieren. Anlässlich des Pressegesprächs unmittelbar vor der definitiven Schließung ließ das CHdN verkünden, dass die Wiltzer Hebammen weiter beschäftigt werden würden, die meisten jedoch als Krankenschwestern. Dem CHdN zufolge könnten die ehemaligen Wiltzer Hebammen weiterhin mit prä- und postnatalen Hebammentätigkeiten ausüben. Unseres Wissen ist dies jedoch noch nicht der Fall. In welchen Funktionen und mit welchen Aufgaben werden die ehemaligen Wiltzer Hebammen betraut?

IV. Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

- a) Plant das Gesundheitsministerium irgendwelche Maßnahmen, dass alle Kliniken das „Mother and Baby Friendly“-Label der WHO anstreben müssen?
- b) Kann sich das Gesundheitsministerium vorstellen, die Prozedur für Hausgeburten zu vereinfachen und/oder CNS-Tarife für Geburten in einem Geburtshaus zu definieren, sodass die Entstehung eines Geburtshauses in Luxemburg eine Chance hätte? Dies wäre als Alternative zum jetzigen Trend zu sehen, damit die Möglichkeit auf eine natürliche Geburts-Praxis weiterhin gegeben bleibt.
- c) Wie ist die freie Entscheidung über die Geburtsweise (z. B. Wassergeburt) im CHdN weiter gewährleistet, sofern keine medizinische Gründe dagegen sprechen und der Gynäkologe, der die werdende Mutter während der Schwangerschaft begleitet hat, diese Geburtsweisen auch zulässt? Unseres Wissen begleitet in den Regelarbeitszeiten der diensthabende Gynäkologe die Frauen während der Geburt, der allenfalls aus Prinzip keine Wassergeburten durchführt. Somit ist die freie Wahl der Geburtsweise nicht mehr gewährleistet, obwohl dies vom CHdN gegenteilig kommuniziert wurde. Wie viele Hebammen der Ettelbrucker Maternité verfügen über das notwendige Wissen bzw. die notwendigen Kompetenzen, Wassergeburten zu begleiten?
- d) Wenn Frauen in Luxemburg sich auf Wunsch Kaiserschnitte verordnen lassen können, müssen auch andere steuerzahlende Frauen auf Wunsch hin bei Wassergeburten begleitet werden!, zudem Wassergeburten kein operatives Eingreifen in den Geburtsverlauf darstellen, sondern eine natürliche, auf eingreifende medikalisierte Maßnahmen verzichtende, schonende und sanfte Geburt für Mutter und Kind darstellen.

V. Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

- a. Wurden die anderen Beteiligten der Entscheidung zur Schließung der Wiltzer Maternité auch aktiv bei der Entscheidung eingebunden, die Maternité vorzeitig zum 31. Juli 2011 zu schließen, insbesondere die CNS?
- b. Unseres Wissens ist das Urteil in letzter Instanz gegen den Gynäkologen, mit dem die Zusammenarbeit seitens des CHdN im Juni 2011 fristlos aufgelöst wurde, bereits gegen Ende 2010 in Belgien gefällt worden. Somit ist es unseres Erachtens fragwürdig, dass das CHdN diesem Urteil im Juni 2011 plötzlich eine Brisanz zugeordnet hat! Wir fragen uns auch, ob mit der Auflösung des Vertrages mit dem Gynäkologen, ein Grund gesucht und gefunden wurde, die Wiltzer Maternité früher zu schließen als anfänglich geplant, weil sich nach Bekanntgabe der vorgesehenen Schließung Widerstand breit machte! Wie ist der zeitliche Zusammenhang hier zu werten?
- c. Wieso wurde seitens des Verwaltungsrates des CHdN nicht versucht, einen Gynäkologen zu finden, der bis mindestens Ende 2011, in Wiltz arbeiten würde? Der Initiative „NEE zur Fermeture von der Maternité Wolz“ sind zumindest zwei Gynäkologen bekannt, die nach Wiltz gekommen wären, um die Aufrechterhaltung sicherzustellen.
- d. Inwiefern ist in der Wiltzer Klinik nach der Schließung der Maternité die notfallmäßige Möglichkeit einer Geburt sichergestellt?
- e. Vereinzelt ist uns zu Ohren gekommen, dass schwangere Frauen, die bisher in Wiltz entbinden wollten und sich um einen Kontrolltermin mit einem Gynäkologen der Ettelbrucker Klinik bemühten, auf eine Warteliste gesetzt wurden. Falls dies effektiv der Fall war/ist, inwiefern steht es hier um die medizinische Verantwortlichkeit des CHdN?
- f. Plant das Gesundheitsministerium irgendwelche Maßnahmen, um die Prozentzahl der Kaiserschnitte einzudämmen, damit sich Luxemburg der WHO-Vorgabe von 15% wieder annähert?

- g. Immer wieder wurden von dem CHdN und dem Gesundheitsminister Aussagen gemacht, dass die Wiltzer Maternité den Sicherheitsanforderungen nicht standhält. Um welche präzisen Sicherheitsanforderungen handelt es sich hier? Kann die Ettelbrücker Geburtsstation diesen gleichen Sicherheitsanforderungen gerecht werden? In welchen konkreten Punkten genügten diese nicht?
- h. Das CHdN hat sich dahingehend geäußert, dass problematische Geburten schon im Vorherein zum Ettelbrucker Standort transferiert worden wären. In wie vielen Fällen wurde dies so gehandhabt? Unseres Wissens hat sich der Wiltzer Standort vielmehr an die EU-Empfehlungen für die strukturellen Voraussetzungen der perinatologischen Versorgung gehalten, dass eine Maternité ohne angeschlossene Kinderklinik keine Geburten < 36 SSW durchführen sollten. Unter Berücksichtigung dieses Aspektes wurden solche Fälle in der Regel an das CHL verwiesen. Obwohl sich das CHdN bei anderen Punkten Folge leisten, die auch in dieser EU-Empfehlung zu finden sind, führt der Standort Ettelbruck Geburten ab der 34. SSW durch, was den Sicherheitsanforderungen widerspricht.
- i. Plant das Gesundheitsministerium Maßnahmen zu ergreifen, dass das CHdN die WHO-LABELS „Mother and baby friendly hospital“ anzustreben, die die Wiltzer Maternité wohl erteilt bekommen hatte?
- j. Inwiefern wird die Maternité des CHdN eine Stillfreundliche Philosophie umsetzen, damit die Ziele des CNS und des Gesundheitsministeriums in bezug auf exklusives Stillen von Neugeborenen bis zum Alter von 6 Monaten auch ansatzweise unterstützt werden? Wie erklärt sich das Gesundheitsministerium die Inkohärenz, dass einerseits eine Geburtsstation, deren Rate an stillenden Müttern beim Verlassen der Klinik bei 99% lag, geschlossen wird, während eine andere Geburtsstation bestehen bleibt, die nicht mal plant sich um die Labels „mother und babyfriendly Hospital“ zu bemühen?
- k. Unseres Wissens ist das Urteil in letzter Instanz gegen den Gynäkologen, mit dem die Zusammenarbeit seitens des CHdN im Juni 2011 fristlos aufgelöst wurde, bereits gegen Ende 2010 in Belgien gefällt worden. Somit ist es unseres Erachtens fragwürdig, dass das CHdN diesem Urteil im Juni 2011 plötzlich eine Brisanz

zugeordnet hat! Wir fragen uns auch, ob mit der Auflösung des Vertrages mit dem Gynäkologen, ein Grund gesucht und gefunden wurde, die Wiltzer Maternité früher zu schließen als anfänglich geplant, weil sich nach Bekanntgabe der vorgesehenen Schließung Widerstand breit machte! Wie ist der zeitliche Zusammenhang hier zu werten?